

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 20 (2013)
Heft: 2: Sozialer Frieden : transnational = Les chantiers transnationaux de la paix sociale

Buchbesprechung: Allgemeine Buchbesprechungen = Comptes rendus généraux
Autor: Guzzi-Heeb, Sandro / Brunner, Benedikt / Wenger, Sylvain

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Allgemeine Buchbesprechungen

Comptes rendus généraux

Marco Schnyder

Famiglie e potere

Il ceto dirigente di Lugano e Mendrisio tra Sei e Settecento

Casagrande, Bellinzona 2011, 408 p., FS 72.–

Pendant de longues années, les recherches historiques sur les «bailliages suisses d'Italie» – c'est-à-dire les territoires qui pendant l'époque moderne correspondaient au Tessin actuel – sont restés rares et de qualité discutable. Apparemment, le jeune canton de langue italienne, qui entre 1512 et 1798 était constitué par plusieurs bailliages soumis aux différents cantons du corps helvétique, a eu des problèmes avec cette histoire, qui apparaissait aux intellectuels et aux hommes politiques comme peu glorieuse, surtout en comparaison de une vision idéalisée de l'histoire suisse.

Les recherches sur la période précédant l'indépendance cantonale (1803) sont longtemps restées l'apanage d'historiens suisses alémaniques; les études historiques des Tessinois-es se sont concentrées le plus souvent sur quelques domaines classiques et bien délimités, tels que le système politique et juridique ou encore les artistes. Heureusement, pendant les dernières décennies, plusieurs historien-ne-s tessinois-e-s ont abandonné les réticences et les complexes des générations précédentes et ont relancé les études sur cette région en considérant plus attentivement l'époque moderne dans sa complexité, qui du point de vue historique présente des caractéristiques très intéressantes.

L'étude de Marco Schnyder se situe pleinement dans ce courant de renouveau des études sur l'histoire tessinoise. Le

jeune historien tessinois, déjà auteur d'un mémoire très intéressant sur la noble famille Riva de Lugano, a décidé d'élargir son étude, dans sa thèse, aux élites des bailliages méridionaux du Sottoceneri, Lugano et Mendrisio, et de se focaliser notamment sur les mécanismes de reproduction familiale et dynastique, mais aussi sur les logiques de transmission du pouvoir et du prestige, sur la formation et sur la culture des membres de ces élites ainsi que sur leurs relations avec la société locale.

La clé de lecture particulière de Schnyder consiste dans la vision de ce groupe social privilégié dans les termes d'une élite que l'on pourrait définir comme «globalisée»: une élite liée à une «économie transnationale» (35) qui, loin de se renfermer dans son propre petit monde, était régulièrement en contact avec les membres des classes supérieures des différents territoires italiens ainsi que de plusieurs autres pays européens.

L'une des particularités des bailliages italiens de la Suisse à l'époque moderne est une tradition de forte émigration, qui remonte au moins aux derniers siècles du Moyen Age. Cette tradition, qui a très profondément marqué la société locale, concerne aussi les couches dirigeantes, qui le plus souvent suivaient leurs études en dehors des bailliages – en Italie ou dans d'autres pays européens – et qui pratiquaient souvent les métiers de l'émigration artistique – les architectes, les stucateurs et artistes qui ont travaillé auprès des principales cours italiennes. Ces notables, artistes et artisans conservaient le plus souvent des relations vitales avec les régions où ils avaient passé une partie de leur vie.

Schnyder ne se borne toutefois pas à une analyse biographique ou prosopographique des membres de l'élite: il part des conflits et des évolutions de la société locale, immobile seulement en apparence, pendant l'Ancien Régime, pour analyser les relations complexes entre classes dirigeantes et le reste de la société (chapitres I–III). En reprenant des impulsions récentes de l'historiographie politique, il se concentre d'abord sur les langages de la politique et les logiques du pouvoir. D'autre part, l'auteur utilise largement des méthodes de l'anthropologie historique et de l'histoire sociale pour étudier les rapports, les conflits et les solidarités entre les différents groupes sociaux, les pouvoirs, les communautés (surtout dans le chapitre II); conflits dans lesquels les membres de l'élite assument souvent des rôles clé, de leaders, de représentants ou de médiateurs.

Par la suite, l'analyse se focalise sur les mécanismes de gestion et de transmission du pouvoir, notamment par les articulations des familles et les logiques des alliances. Dans les chapitres VI–VIII, l'auteur se penche ensuite sur les ressources économiques qui constituent la base matérielle de l'élite: arts mécaniques et crédit, patrimoine et activités variées. Dans la troisième partie, l'attention se déplace vers les espaces et les activités politiques, les *cursus honorum* et les carrières des notables.

Plusieurs éléments intéressants et originaux me semblent ressortir de cette étude. D'abord, l'effort d'appréhender l'élite politique et sociale au-delà des clichés faciles sur le pouvoir des notables, pour analyser en détail comment ce pouvoir se produit et se reproduit dans la société locale, comment il se transmet, et quels conflits peuvent résulter de ces pratiques. Par ce biais, Schnyder reprend des éléments méthodologiques intéressants et novateurs, tels que l'analyse des mécanismes politiques en terme de communi-

cation, l'attention aux langages de cette communication, mais aussi l'attention portée aux microstructures locales du pouvoir, notamment à la construction de systèmes de patronage.

Dans le chapitre X (*Un'élite di prossimità*), l'auteur s'étend sur les mécanismes de construction de clientèles locales, en montrant, à l'aide de plusieurs exemples, les espaces et les possibilités que le système politique et la société locale offraient à des patrons dotés d'un capital social considérable. De sorte que, selon l'historien tessinois, le capital relationnel et humain représentait précisément «la première richesse de l'élite locale». (287) Une vision qui se base évidemment sur le concept de «capital social» proposé par Bourdieu, mais qui soulève quelques réserves. Quel serait, en effet, le capital en relations humaines si les nobles, les notaires et les clercs ne disposaient pas d'un patrimoine et de ressources économiques à investir largement – comme Schnyder l'illustre d'ailleurs – dans la gestion des relations sociales?

L'historien propose un portrait fascinant d'une élite rurale encore peu connue, mais plusieurs questions restent ouvertes: l'étude est convaincante dans la description des pratiques locales, mais elle ne nous explique pas dans quelle mesure ces pratiques étaient spécifiques aux bailliages italiens et différentes par rapport à d'autres contextes politiques et sociaux. Comme je l'ai suggéré plus haut, les bailliages étaient caractérisés par des conditions sociales et politiques assez particulières: la forte émigration, la faiblesse du pouvoir étatique, la présence d'une frontière politique vers le sud et d'une frontière linguistique et culturelle vers le nord – par rapport aux cantons souverains – contribuaient à une situation qui était passablement différente de la plupart des états italiens et des cantons suisses.

Dans quelle mesure les pratiques de la classe dirigeante locale, et notamment sa

situation d'«élite globalisée», étaient-elles en relation avec ces conditions particulières?

Plusieurs recherches sur le Tessin ont proposé l'image d'une élite locale qui s'est maintenue solidement au pouvoir jusqu'à une période récente grâce à son rôle d'intermédiaire entre la société des bailliages et les pouvoirs extérieurs – le pouvoir politique des «seigneurs» suisses, ou le pouvoir économique, social et religieux des élites lombardes: Schnyder ne prend pas vraiment position sur cette thèse et, sur ce point, il ne clarifie pas sa position par rapport à l'historiographie précédente.

Un autre point à relever concerne la démarche méthodologique de l'historien: dans sa lecture des réalités suisses-italiennes, les concepts de relation, de réseaux sociaux et de capital social sont, comme nous venons de le voir, centraux. Le livre ne propose toutefois aucune véritable analyse précise et formalisée de ces réseaux sociaux, ni de la structure relationnelle autour d'une famille ou d'une communauté rurale précise. L'auteur se borne le plus souvent à quelques exemples, qui sont en soi intéressants, mais à la suite desquels le lecteur éprouve le besoin d'une analyse plus poussée et contextualisée. On peut le regretter, dans la mesure où les vastes connaissances de l'auteur sur des familles locales, comme les Riva de Lugano ou les Torriani de Mendrisio, auraient probablement permis des approfondissements éclairants.

En conclusion, le volume de Marco Schnyder présente une lecture intéressante et stimulante; il contribue à préciser la vision de l'histoire politique et sociale «tesinoise» à l'époque moderne, en décrivant les mécanismes relationnels complexes à l'intérieur d'une société rurale d'Ancien Régime; une société qui, de plus, a été passablement négligée par les historiens.

Dommage que le volume demeure trop souvent descriptif: l'auteur présente

plusieurs phénomènes extrêmement intéressants, mais il reste souvent un peu vague au niveau de leur interprétation. La dimension d'une élite ouverte, «globalisée» est certainement très stimulante: mais dans quelle mesure ce discours ne peut-il s'appliquer aux élites modernes en général?

Il n'en demeure pas moins que l'ouvrage *Famiglie e potere* représente une excellente base pour des recherches ultérieures, qui pourront nous apporter plus de lumières sur des aspects négligés de l'histoire suisse.

Sandro Guzzi-Heeb (Lausanne)

Andreas Zangger

Koloniale Schweiz

Ein Stück Globalgeschichte zwischen Europa und Südostasien (1860–1930)

Transcript, Bielefeld 2011, 473 S., € 36,80

Die Erforschung einer kolonialen Vergangenheit der Schweiz erscheint auf den ersten Blick abwegig. Aber wohl nur auf den ersten Blick. Wie gewinnbringend die Anwendung postkolonialer Ansätze auch in Bezug auf die Schweizer Geschichte sein kann, zeigen einige neuere Studien, welche die Eidgenossenschaft in einen (post)kolonialen Zusammenhang gestellt haben. (Patricia Purtschert, Barbara Lüthi, Francesca Falk, *Postkoloniale Schweiz. Formen und Folgen eines Kolonialismus ohne Kolonien*, Bielefeld 2012).

Im Kontext dieser Fragestellungen ist auch die Zürcher Dissertation von Andreas Zangger über die *Koloniale Schweiz* zu verorten. Die Arbeit versucht zu zeigen, dass die Verbindung von globalhistorischen und postkolonialen Ansätzen auch für Länder ohne eigenen Kolonialbesitz fruchtbar gemacht werden kann. Er verknüpft dies mit einem wirtschaftshistorischen Interesse.

Nach einer ausführlichen Einleitung, in der er einen Einblick in die Netzwerktheorie gibt und die Spezifika der Stellung von ausländischen Kaufleuten in Singapur anreißt, teilt sich das Buch in drei Teile, die sich in unterschiedlichen Variationen der Verflechtungsthematik widmen. Teil A beschäftigt sich anhand der Quellen mit der Genese der Handelsnetzwerke von Kaufleuten im kolonialen Singapur. Die Schweizer erwiesen sich als sehr erfolgreiche «Networker», was wohl auch damit zusammenhängen mag, dass der Erfolg in Südostasien für den weiteren Karriereverlauf wichtig war. Teil B untersucht Ausländer in den Plantagenkulturen Ostsumatras und Teil C, der gewissermassen auch als Fazit fungiert, ist mit «Vernetzungen und Verflechtungen: Die Schweiz in Südostasien – Südostasien in der Schweiz» überschrieben.

Wie so viele andere europäische Kaufleute auch, brachten die grossen Profite der Plantagenkulturen auch Schweizer auf den Plan, wie in Teil B der Arbeit gezeigt wird. Durch Fallbeispiele gelingt es Zangger, die oftmals doch verschieden gelagerten Interessen, die für ein Engagement auf diesem unsicheren Gebiet ausschlaggebend waren, zu beleuchten. Anregend ist die Anwendung des Frontier-Begriffs für eine adäquate Beschreibung der Lage vor Ort. Durch das Fehlen staatlicher Autorität war Eigeninitiative erforderlich und ganz nebenbei wurden die hier tätigen Schweizer so zu Befürwortern einer Ausweitung des Kolonialismus. Zunächst als Plantagenbesitzer, später dann vor allem als Manager waren sie auch für den Umgang mit den chinesischen Kulis verantwortlich, die zum Teil unter desaströsen Verhältnissen auf den Plantagen arbeiten mussten.

Teil C beschäftigt sich vor allem mit den Rückwirkungen des kolonialen Engagements auf die Schweizer Gesellschaft. Die ersten beiden Abschnitte sind wiederum wirtschaftshistorischer Natur,

hier geht zum einen um die Auswirkungen des Handels auf die Schweizer Versicherungen, zum anderen um schweizerische Kapitalinvestitionen in Sumatra. Besonders gelungen sind aber die beiden folgenden Abschnitte. Zangger rekonstruiert hier die «Zirkulation von Forschern, Objekten und Wissen». Wissenschaftler aus der Schweiz beteiligten sich intensiv an der Erforschung der Länder, in denen Schweizer tätig waren und sammelten hierbei nicht nur neues Wissen, sondern auch Objekte, die sie in Botanischen Gärten und Museen präsentierten. Schweizer waren also in verschiedensten Funktionen in Kolonien unterwegs, die nicht ihre eigenen waren, wie auch der letzte Abschnitt, der sich den Auswirkungen dieser Migration widmet, darlegt. Zum Erhalt ihrer Identität mussten diese neben dem Aufbau neuer Strukturen in dem Land, in das sie emigriert waren, auch den Kontakt zur Schweiz aufrecht erhalten. Auf diesem Wege entstanden dann die Zirkulationskanäle, die Südostasien in die Schweiz brachten und vice versa.

Zangger bietet somit einen erfrischenden und anregenden Blick auf eine Nation mit einem «Kolonialismus ohne Kolonien». Dieser grundsätzlich positive Gesamteindruck wird jedoch durch einige Punkte nicht unerheblich getrübt. So wirkt das zweimalige Zitieren von Wikipedia (17 und 47) mehr als unangebracht in einer wissenschaftlichen Qualifikationsschrift, zumal ohne grössere Probleme an beiden Stellen sinnvolle Literatur hätte zurate gezogen werden können. Unnötig ist darüber hinaus das gelegentlich heillose Durcheinander in den Fussnoten, die keiner grossen Einheitlichkeit zu folgen scheinen. Zuletzt hat das 473 Seiten starke Buch einige Längen, von dem fehlenden Register ganz zu schweigen. So verliert Zangger sich des Öfteren in detailreichen Beschreibungen einzelner Unternehmer; hier wäre weniger sicher mehr gewesen.

Sodann bleibt zu fragen, ob die Nation wirklich der geeignete Analyserahmen für eine der neueren Globalgeschichte verpflichtete Studie sein kann. Es wäre zu wünschen gewesen, dass Zangger darauf eingegangen wäre, wie seine Protagonisten ihren Beitrag zur Imaginierung der Schweizer Nation leisteten, anstatt «die Nation» zum Referenzpunkt zu machen. Er deutet eine Problematisierung dieses Aspekts zwar an, (27) allerdings hat diese Erkenntnis keine wirklichen Auswirkungen für den Fortgang der Arbeit. Anregungen bietet Zanggers Studie vor allem aber durch ihre gelungene Synthese verschiedener Forschungszeige wie vor allem der Sozial- und der Globalgeschichte, was ebenso wie die äusserst umfangreichen archivalischen Studien abschliessend noch positiv hervorgehoben werden soll.

Benedikt Brunner (Münster)

Cédric Humair, Laurent Tissot (dir.)
**Le tourisme suisse
 et son rayonnement international**
 «Switzerland, the Playground
 of the World»

Antipodes, Lausanne 2011, 222 p., FS 31.–

L'imagerie historique du tourisme en Suisse est aujourd'hui largement relayée par des affiches publicitaires de la fin du 19e siècle représentant tantôt un hôtel, un train ou encore un funiculaire sur fond de paysage aux reliefs généreux. Cette imagerie souligne la réalité éminemment technologique qui sous-tend le développement touristique du pays. *Le tourisme suisse et son rayonnement international* se concentre sur la genèse de cet imaginaire touristique et sur l'essor de lourdes infrastructures touristiques mises en place pour répondre à la demande de la clientèle étrangère – en premier lieu anglaise – à partir de seconde la moitié du

18e siècle. Cet ouvrage collectif permet de mieux saisir la *success story* du tourisme suisse, un pan du développement socio-économique helvétique n'ayant, selon les auteurs, pas encore été considéré à sa juste valeur. Recourant abondamment à la *Statistique historique de la Suisse*, ces derniers démontrent l'importance économique de ce secteur dans la prospérité du pays, illustrant également son impact en terme d'innovation technologique.

La préface aborde les problèmes de définition touchant l'étude historique des activités touristiques. En particulier la distinction – plus difficile à établir qu'il n'y paraît – entre les différentes formes de mobilité pouvant être assimilées à du tourisme. Les auteurs proposent ici une définition large du tourisme comme «espace de mobilité et de séjour n'ayant pas pour but la réalisation d'objectifs professionnels immédiats», (7) incluant ainsi le tourisme sanitaire, éducatif ou encore les pèlerinages.

Dans son imposante introduction, Cédric Humair analyse avec soin l'ampleur du phénomène touristique et les dynamiques croisées de l'offre et de la demande, des prémices du tourisme – portés surtout par «l'imaginaire romantique» (17) – à la mise en place progressive des infrastructures d'un tourisme de plus grande échelle reposant sur l'hôtellerie et les technologies de la mobilité. L'auteur présente une périodisation éclairante dont les cinq phases permettent de saisir la transition de longue durée entre une mobilité principalement utilitaire et une mobilité répondant à la demande d'un tourisme d'agrément. La première phase débute dans la seconde moitié du 18e siècle et repose sur une offre touristique rudimentaire. Cette période voit le «passage d'une Suisse de transit à une Suisse où l'on séjourne» pour profiter des «merveilles naturelles», (17 sq.) au départ de Genève et de Berne. La seconde phase (1820–1875)

correspond à la lente démocratisation du voyage et, en réponse à cette évolution, au développement de l'hôtellerie dans trois pôles de développement touristique ayant en commun la proximité de grands plans d'eaux: la région lémanique, l'Oberland bernois et la Suisse centrale. La troisième phase (1875–1914) consacre l'accès à la montagne, favorisant l'essor du tourisme médical et des sports d'hiver. Sur le plan technique, le percement des tunnels du Gothard et du Simplon et l'accélération de l'innovation dans le secteur du «chemin de fer sur forte pente» (19) installe durablement les trains de montagne à travers tout le pays. La quatrième phase (1914–1955) voit le secteur touristique pâtir du ralentissement généralisé dû aux conflits mondiaux, et la mise en place de stratégies de redressement tournées notamment vers le tourisme indigène. La cinquième phase, enfin, qui dure jusqu'à nos jours, se signale par l'émergence de nouvelles régions touristiques telles que le Valais, les Grisons et le Tessin.

Le corps de l'ouvrage consiste en huit études de cas articulées autour de trois axes: l'exploitation de l'imaginaire touristique, l'innovation technologique et le développement du tourisme helvétique hors de ses frontières. Mathieu Narindal propose une entrée originale sur les débats entourant l'installation d'établissements de jeu sur l'Arc lémanique à la Belle Époque, opposant certains acteurs économiques et des milieux conservateurs «proches des Eglises et des institutions de formation». (72) Roberto Garavaglia se concentre sur la promotion touristique officielle suisse en France, et notamment sur l'instauration de l'Office national suisse du tourisme en 1917, tandis que Raphaëlle Ruppen Coutaz s'intéresse aux liens entre la radiodiffusion et la promotion du tourisme, menant à la création, en 1952, de la Commission de coordination pour la propagande culturelle.

La seconde partie porte sur les relations croissantes entre innovation technologique et développement touristique. A la suite d'une contribution de Julie Lapointe Guigoz sur l'introduction des ascenseurs hydrauliques dans l'hôtellerie de l'Arc lémanique à partir de 1867, Stefano Sulmoni analyse le cas de la Compagnie générale de navigation sur le lac Léman, dont les bateaux à roues à aubes font aujourd'hui encore partie intégrante du paysage touristique. Florian Kissling aborde quant à lui «l'implantation des rayons X dans le cadre du tourisme médical vaudois (1896–1920)» et, au cœur de ce processus, le rôle moteur des «médecins-entrepreneurs».

La dernière partie se tourne vers l'étranger avec deux cas évoquant l'exportation de compétences et de capitaux helvétiques dans le Chablais et la Savoie limitrophe de Genève. Françoise Breuil-Sottas examine la prépondérance des acteurs et des investissements genevois dans la mise en valeur des ressources hydrominérales évianaises, facilitée par «la très grande porosité des frontières entre le canton de Genève et la Savoie du Nord», (190) tandis que Marc Gigase s'intéresse à l'extension à l'étranger (au Salève dans ce cas précis) de la traction sur forte pente, secteur dominé par les produits helvétiques après un processus de transfert de connaissances impliquant les pionniers nord-américains dans le dernier tiers du 19^e siècle.

Cet ouvrage propose des pistes captivantes pour saisir le développement du système touristique et, plus généralement, pour l'étude des transferts de compétence et de connaissance qui sous-tendent le développement industriel de la Suisse. Non sans insister sur la variété d'autres paramètres (sociaux, culturels, politiques et symboliques) sur lesquels repose la trajectoire du tourisme helvétique.

Sylvain Wenger (Genève)

Serge Wolikow
**L'Internationale Communiste
 (1919–1943)**

**Le Komintern ou le rêve déchu
 du parti mondial de la révolution**

Les Editions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine 2010, 287 S.,
 (CD-ROM: Dictionnaire biographique des Kominterniens:
 Belgique, France, Luxembourg, Suisse), € 25,-

Der an der Universität Dijon lehrende Historiker Serge Wolikow forscht schwerpunktmässig zur Geschichte des französischen Kommunismus in der Zwischenkriegszeit. Zwei Aspekte haben ihn dabei besonders interessiert. Der eine ist der Blick auf die Biografien der «militants», die Prosopografie der Partei, was an die durch Jean Maitron begründete Tradition des einzigartigen *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* anknüpft, jenes vielbändigen Nachschlagewerks, das inzwischen auch ganz einfach nach seinem Initiator benannt wird. Dazu erschien unter Wolikows massgeblicher Beteiligung der Begleitband: *Komintern, l'histoire et les hommes. Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste en France, en Belgique, au Luxembourg, en Suisse et à Moscou (1919–1943)*, Paris 2001. Der andere ist der Blick auf das Wirken und den Stellenwert des Kommunismus in der Gesellschaft. Dies war ein wesentlicher Ausgangspunkt für den von ihm mit herausgegebenen Sammelband *Siècle de communisme* (Paris 2000, 2. Aufl 2004), einen Gegenentwurf zum *Schwarzbuch des Kommunismus*, das sich fast ausschliesslich auf das Herrschaftssystem und zudem in vielen Beiträgen politisch arg verkürzt oder einseitig fokussierte. Leider ist seine umfangreiche *thèse* von 1990, *Le Parti communiste français et l'Internationale communiste (1925–1933)*, nie veröffentlicht worden. Zudem ist er in vielfacher Weise seit der Öffnung der Moskauer Archive an Initiativen zu deren Sicherung und Zugänglichmachung für

die internationale Forschergemeinschaft beteiligt.

Hier legt er nun eine Darstellung der Geschichte des 1919 in Moskau gegründeten und 1943 auf Anweisung Stalins aufgelösten weltweiten Zusammenschlusses der kommunistischen Parteien, der Kommunistischen Internationale, vor. Das Buch ist, wie er in der Einleitung hervorhebt, ein Plädoyer für die Bedeutung des Themas, das hinter ihrer Auflösung und der «Nationalisierung» der einzelnen kommunistischen Parteien verschwunden ist. Dabei war die nach ihrer russischen Abkürzung zumeist so genannte Komintern die Basis für die gesamte internationale kommunistische Bewegung, von der aus viele Parteien gegründet wurden und ihre weltweite Bedeutung erlangten. Zudem will er damit eine Alternative zur Schwarzbuch-These von der «krimogenen Idee» des Kommunismus vorlegen, was durch die Vereinfachung einer komplexen Realität, wie es im Klappentext formuliert ist, keinen Beitrag zur Erklärung seines zeitweise bedeutenden gesellschaftlichen Einflusses leistete. Der Blick auf das staatliche Herrschaftssystem des Kommunismus bleibt hier also weitgehend aussen vor.

Das Buch gliedert sich in drei Teile, die teils der Chronologie folgen, teils nach Sachthemen vorgehen. So zeichnet der erste Teil über «Organisation und Strategie» die Geschichte der Komintern von ihrer ganz unter der Erwartung auf die nahe Weltrevolution erfolgten Gründung mitten im russischen Bürgerkrieg über die verschiedenen grossen politischen Etappen wie die Niederlagen Anfang der 1920er-Jahre, die Bolschewisierung und Stalinisierung, die «Sozialfaschismuspolitik» in der Weltwirtschaftskrise, die Volksfront ab 1934 und schliesslich die Zeit des Zweiten Weltkriegs (vom Hitler-Stalin-Pakt bis zum «antifaschistischen Krieg» ab 1941) in grossen Zügen nach.

Der zweite Teil widmet sich ihrer «Kultur und Doktrin», wie etwa ihrem umfangreichen publizistischen Apparat, den Kapitalismustheorien mit der immer wieder beschworenen «Endkrise» des Kapitals, den Staatsanalysen und nicht zu vergessen der Auffassung von der «Nation», von der grundsätzlichen Denunziation dieses bürgerlichen Konzepts bei der Gründung über taktische Inanspruchnahmen im «antiimperialistischen» Kampf in den Kolonien bis hin zu strategischen Neudefinitionen seit der Volksfrontzeit und vor allem während des Widerstands im Weltkrieg. Der abschliessende Teil beschäftigt sich mit den «Menschen und den Interpretationen», dem Blick auf die «Kader» seit ihrer Gründung, den verschiedenen «Generationswechseln» im engen Zusammenhang mit Linienwechsel und dadurch bewirkten organisatorischen Brüchen (das heisst die Marginalisierung oder gleich der Ausschluss bestimmter Akteure) mit der sich daraus ergebenden Notwendigkeit der ständigen Heranbildung neuer Kader, bis hin zu der Tätigkeit der Führungen und organisatorischen «Apparate». Das leitet natürlich direkt über zum Thema der Repressionen und der euphemistisch so genannten «Säuberungen».

Ein letztes Kapitel gilt dem Archiv der Komintern, seiner Rolle als Gedächtnis wie auch zur Kontrolle darüber – und damit über ihre Vergangenheit –, und den heutigen Bemühungen um seine Benutzung und schliesst mit Ausführungen zu der – bei diesem Thema auf der Hand liegenden – sehr kontroversen Historiografie. Ein kurzer Anhang mit einer Chronologie, mit Ausschnitten einiger Schlüsseldokumente und mit einer Übersicht über Führungsgremien vervollständigt den Band. Beigefügt ist zudem noch eine CD-ROM, die eine überarbeitete Fassung des 2001 erschienenen, oben erwähnten «Maitron» enthält mit Biografien zur Komintern in den französischsprachigen Ländern

Europas, seien es Führungskader der entsprechenden Parteien oder mit diesen Ländern befasste Angehörige des Apparats in Moskau.

Wolikow zeichnet so die Entwicklung der Komintern von den aktiven Bemühungen um die Weltrevolution bis hin zur Positionierung als Teil der internationalen Strategie des sowjetischen Staats nach, was nicht ohne innere Spannungen und Konsequenzen bei jeder strategischen Wende abging. Die Geschichte der Komintern ist eben auch eine Geschichte ihrer internen Oppositionen, vor allem in den ersten Jahren, oder zumindest der Ausschaltung von Führungsgruppen, die jeweils für eine «veraltete» Strategie standen. Leider ist seine Darstellung etwas Frankreich- oder zumindest Europa-zentriert, was man aus den Forschungsinteressen des Autors verstehen kann. Doch gilt die besondere Leitfunktion der französischen KP eigentlich erst seit der Volksfrontwende von 1934. Zudem sind die kommunistischen Parteien der – wie es seinerzeit hiess – «Kolonial- und Halbkolonialländer», zum Beispiel die KP Chinas, doch mehr als stiefmütterlich behandelt. Und heute finden sich nur noch aus diesem Sektor der seinerzeitigen Weltbewegung Parteien, die noch Staaten leiten. Für den ganz globalen Blick auf die Komintern wird man also auf andere Darstellungen zurückgreifen müssen, wie etwa die von Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale Communiste: 1919–1943*, Paris 1997, die allerdings mit über 1100 Seiten auch wesentlich umfangreicher ist. Für einen gerafften Überblick, der die zentralen Ecksteine der Komintern-Entwicklung hervorhebt, liefert Wolikow allerdings eine handliche Darstellung.

Reiner Tosstorff (Frankfurt a. M.)

Céline Schoeni

Travail féminin: retour à l'ordre!

L'offensive contre le travail des femmes durant la crise économique des années 1930

Antipodes, Lausanne 2012, 626 p., FS 63.–

Les crises économiques n'affectent pas l'ensemble des salarié-e-s de la même manière, en particulier lorsqu'on l'observe sous l'angle des rapports de genre. Dans *Travail féminin: retour à l'ordre!*, issu de sa thèse de doctorat, Céline Schoeni montre comment la crise peut servir de prétexte à une redéfinition plus profonde des rôles sexués. Son analyse comparée de la construction discursive et politique du «problème de la femme fonctionnaire» en France et en Suisse pendant les années 1930 offre une nouvelle lecture de cette période charnière pour l'histoire des rapports entre les sexes.

La première partie du livre met en évidence la dimension internationale de l'offensive contre le travail féminin. La crise économique et la montée du chômage sont l'occasion d'une remise en cause tellement importante du droit au travail des femmes fonctionnaires que le Bureau international du travail (BIT) est amené à se saisir de la question. Les archives du BIT révèlent comment l'Organisation Internationale du travail (OIT) intègre la question du travail des femmes, considérée comme une singularité par rapport à la norme masculine dominante. Alors que les organisations féministes avaient applaudi dans un premier temps la création de cet organisme, considéré comme un moyen de faire progresser leur cause, elles vont être rapidement déçues car leurs représentantes sont mises à l'écart des lieux de décision. La création du Comité des correspondances pour le travail féminin (1931) puis du Service du travail des femmes et des enfants (1934), sous la direction de Marguerite Thibert,

remédie en partie ces manques de l'OIT. La riposte des organisations féministes internationales est étudiée par le biais de trois associations importantes: le Conseil international des femmes (CIF), partisan du consensus, qui entretient des liens harmonieux avec le BIT; l'Alliance internationale pour le suffrage des femmes (AISF), plus critique mais qui adhère à la politique protectionniste de l'OIT face au travail des femmes; et pour finir l'Open door international (ODI), plus radicale. L'ODI fait office de contre-poids au BIT dont elle critique et discute les publications et ses militantes promeuvent une égalité économique totale entre travailleuses et travailleurs. Mais cette vision reste minoritaire, et dans l'ensemble c'est surtout la conception dualiste des sexes qui est dominante parmi les personnes qui débattent de la question du travail féminin: femmes et hommes ont des rôles distincts mais nécessairement complémentaires.

C'est notamment le cas en Suisse, où aucune section de l'ODI n'est créée. Alors que la seconde partie des années 1920 connaît une embellie économique, les discours contre le travail féminin, particulièrement contre les «doubles emplois», se renforcent déjà et sont concrétisés dès le début de la décennie suivante par une vague d'interventions parlementaires et de règlements en tous genres pour limiter le travail des femmes fonctionnaires. Lorsque la crise économique touche la Suisse en 1933, les femmes connaissent des baisses salariales d'autant plus fortes que leurs salaires sont déjà plus bas que ceux des hommes, et plusieurs cantons n'hésitent pas à encourager le remplacement des salariées par des chômeurs pour favoriser le revenu des pères de famille. En croisant l'analyse des dénonciations des doubles salaires dans la fonction publique au niveau des communes, des cantons et de la Confédération, l'historienne montre

que l'enjeu de ces campagnes réside moins dans la réduction du nombre de fonctionnaires mariées que la réaffirmation des rôles traditionnels. Avec l'amplification de la crise, la polémique autour du «problème» des doubles salaires se renforce, surtout au niveau cantonal. Les enseignantes sont particulièrement précarisées et les baisses de salaires parfois très fortes. Outre quelques mesures directes, c'est tout un arsenal argumentaire qui est déployé pour renforcer les divisions sexuelles et conforter le modèle de la famille bourgeoise. Les partis politiques de tous bords s'accordent en effet sur la place des femmes. La sortie de la crise par la restauration d'un ordre sexué permet pour une fois de réunir un large consensus politique.

Pour défendre les intérêts des femmes, l'Alliance nationale des sociétés féminines met en place dès 1932 une Commission pour la lutte contre les effets de la crise sur le travail féminin. Ses membres optent pour une stratégie d'information et évitent la confrontation avec les autorités. La Commission a toutefois du mal à s'imposer comme une partenaire sérieuse et ne va pas s'impliquer sur les plans communal et cantonal. Elle exprime cependant l'unique voix de la résistance à l'offensive contre le travail féminin.

La fin de la crise économique, amorcée dès 1938, ne sonne pas la fin de la précarisation du travail des femmes dans la fonction publique, puisque celle-ci relevait plus d'une réaffirmation des rôles sexués que des mesures de lutte contre la crise.

En France, traversée par une crise économique plus forte, les mécanismes de précarisation du travail féminin sont les mêmes mais la déqualification des compétences féminines est plus marquée qu'en Suisse. Les femmes sont incitées à retourner au foyer dans un contexte de préoccupations natalistes. La réaction féministe est plus organisée

et revendicative qu'en Suisse, mais ses effets tout aussi limités, malgré l'appui des syndicats. Céline Schoeni note que les discours préparent le terrain à la dégradation matérielle des conditions de travail des femmes dès les années 1931–1932. Le travail des mères est stigmatisé pour le bien de la famille et le relèvement de la France, encore marquée par l'hécatombe de la dernière guerre. Jusqu'à l'avènement du Front populaire en 1936, les différentes politiques budgétaires vont par conséquent s'appuyer sur la question de la protection des mères pour restreindre le travail des femmes dans l'administration.

L'exploitation de nombreuses sources associatives montre l'ampleur de la riposte des groupes féministes pour combattre le dénigrement du travail féminin. Dans la succession des gouvernements, il faut mentionner celui de Laval (juin 1935–janvier 1936) qui précarise sérieusement les salarié-e-s, et particulièrement les femmes des services publics, par le biais de décrets-lois. Bien que le programme du Front populaire mentionne le «respect du travail des femmes» et que trois sous-secrétaires d'Etat soient nommées, le bilan est mitigé. La volonté de respecter le droit au travail des femmes est réaffirmée mais le contingentement des fonctionnaires est en même temps généralisé. En février 1938, l'activité salariée des femmes est même soumise légalement à la surveillance de leurs conjoints.

Cette étude montre donc que la crise, aussi bien en Suisse qu'en France, a été un moment d'une réaffirmation conservatrice des rôles sociaux. La famille bourgeoise a également été consolidée durant toute la décennie par les discours et les pratiques. Ce phénomène a été observé dans ces deux espaces nationaux, mais aussi à l'OIT, lieu de circulation et de diffusion de ces modèles.

La lecture de ce livre dense s'avère passionnante pour comprendre comment la crise économique peut être instrumentalisée pour renforcer un ordre social conservateur. L'étude du travail des femmes dans les services publics s'avère un excellent observatoire des rapports de genre en général. L'analyse comparée des situations française et suisse illustre la dimension transnationale du phénomène de «retour à l'ordre» qui préterite en premier lieu les salariées. En exploitant des sources nombreuses et variées, notamment des archives féministes jusqu'à présent peu explorées, Céline Schoeni contribue à montrer comment le féminisme s'organise en force politique – certes avec des résultats mitigés, puisque la crise économique légitime dans les deux pays la redéfinition des frontières sexuées dans l'enseignement et les administrations publiques. Elle apporte ainsi une contribution importante à l'histoire de l'entre-deux-guerres.

Pauline Milani (Fribourg)

René Bondt

Der Minister aus dem Bauernhaus
Handelsdiplomat Jean Hotz
und seine turbulente Zeit

Neue Zürcher Zeitung, Zurich 2010, 320 p., FS 39.–

Daniel Trachsler

Bundesrat Max Petitpierre
Schweizerische Aussenpolitik
im Kalten Krieg 1945–1961

Neue Zürcher Zeitung, Zurich 2011, 453 p., FS 54.–

Jean Hotz (1890–1969) et Max Petitpierre (1899–1994) occupèrent, chacun à leur façon, des postes à hautes responsabilités: le premier comme directeur de la Division commerciale du Département de l'économie publique durant 19 ans (1935–1954), le second comme chef du Département politique fédéral durant

16 ans (1945–1961). Et bien qu'à la tête d'institutions distinctes, tous deux marquèrent profondément la politique étrangère au cours de l'une des périodes les plus difficiles de l'histoire de la Suisse. Précisons que la Division commerciale (DC), organe certes subordonné au Département de l'économie publique, s'était imposée en tant que véritable centrale directrice d'une grande partie des affaires étrangères, reléguant souvent le Département politique fédéral (DPF) au second rôle. De sorte que s'intéresser au parcours de ces deux grands commis de l'Etat permet de mieux comprendre le jeu complexe et à double face des relations extérieures helvétiques.

Après avoir suivi des études en économie politique et en droit à Zurich, Londres et Genève, Jean Hotz, fils d'un paysan et notable de Nänikon (canton de Zurich), donne dès 1914 des cours à l'Ecole commerciale de Zurich. Or, parmi ses collègues enseignants se trouve Ernst Wetter (1877–1963) qui, nommé directeur de la DC en 1922, engage Hotz comme secrétaire. Wetter passera en 1924 à l'*Union suisse du commerce et de l'industrie* (Vorort), la plus puissante des associations faïtières suisses, mais il retournera à la Confédération en 1939, au titre de chef du Département des finances. La carrière de Hotz à l'intérieur de la DC prend rapidement son envol: vice-directeur en 1928, il est promu directeur en 1935 et occupera ce poste jusqu'en 1954. Mais c'est en 1938, avec sa nomination comme chef de la délégation pour les négociations économiques avec l'Allemagne – appelée officiellement *Délégation permanente pour les négociations économiques* dès septembre 1939 – que Hotz entame la phase cruciale de ses activités dans l'un des organes les plus importants de l'économie de guerre et de la politique étrangère. Une institution dont René Bondt ne semble pas prendre la mesure,

car l'analyse qu'il en fait reste superficielle voire anecdotique, à l'instar de bien d'autres points par ailleurs.

Encadré par la politique économique du Conseiller fédéral Walter Stampfli, Hotz mène avec le directeur du Vorort, Heinrich Homberger, la plus grande partie des négociations commerciales avec l'étranger. Concernant l'Allemagne nazie, il fait face à Hans Richard Hemmen, un diplomate plein d'entrain qui impose à la Suisse, non sans difficultés, les revendications du Troisième Reich. Relevons toutefois que si Hotz dirige la délégation suisse, Walter Stampfli n'hésite pas à intervenir personnellement – une ingérence dont son biographe ne fait pas état. Toujours est-il que ni Stampfli ni Hotz ne parviendront à éviter le crédit de clearing de 1,3 milliard de francs accordé par la Suisse à l'Allemagne, pas plus que l'échange contre des francs suisses d'une importante quantité d'or de la Reichsbank, en grande partie dérobé par les nazis dans les pays occupés.

La description des activités de Hotz et du contexte historique de cette époque porte en large partie sur des témoignages et documents déjà publiés, notamment dans les études de la *Commission d'experts indépendants Suisse-Deuxième guerre mondiale* et les *Documents Diplomatiques Suisses*. Certains traits du caractère de Hotz, moins connus par contre, ressortent assez bien dans sa biographie: une personnalité qui garde les pieds sur terre et n'hésite pas à pratiquer un langage cru, souvent peu conforme à la bienséance diplomatique.

Simultanément, la politique étrangère est formellement en main de Marcel Pilet-Golaz (1889–1958). A comparer l'activité de ce dernier avec le travail accompli par Stampfli, Hotz et Homberger, on mesure toutefois un profond déséquilibre entre le Département politique et la DC. Comme l'a très bien montré Georg Hafner dans sa biographie de Walter Stampfli (Olten

1986), la politique – affaires étrangères incluses – fut largement dominée par le chef du Département de l'économie publique. A la fin de la guerre, la position centrale de Hotz commence à décliner, et cela en raison de deux facteurs. Walter Stucki – ministre (ambassadeur) suisse à Vichy et auparavant directeur de la DC de 1925 à 1935 – revient à la tête de la direction opérationnelle du Département politique d'où il tente de contrôler les affaires commerciales, reléguant ainsi Hotz au second rang. D'autre part, avec la démission de Stampfli en 1947, Hotz perd le soutien de l'homme fort du gouvernement.

C'est en 1945 que se croisent les trajectoires de Jean Hotz et Max Petitpierre. Elu le 14 décembre 1944 au Conseil fédéral, Petitpierre commence son mandat de chef du Département politique en février 1945. Fils d'un notaire de Neuchâtel, il a suivi des études de droit à Neuchâtel, Zurich et Munich, puis exercé la profession d'avocat et notaire, assumé un nombre considérable de mandats dans des conseils d'administration tout en réalisant une carrière académique à l'Université de Neuchâtel. Membre du Parti radical-démocrate, il a en outre grimpé les échelons du pouvoir politique jusqu'au niveau du Conseil des Etats.

La biographie présentée par Daniel Trachsler est conçue en tant qu'analyse systématique de la politique de Petitpierre durant les 16 ans de son activité à la tête du DPF. Avec précision et rigueur, on y voit à l'œuvre les enjeux de la politique étrangère suisse durant cette période de la Guerre froide. Et notamment la «politique à double face», (125, 143) exprimée non seulement par la fameuse devise «neutralité et solidarité», mais aussi par une instrumentalisation de la neutralité pour dissimuler des relations économiques intégrant la Suisse dans le camp atlantique. Parmi les nombreux cas illustrant l'ambiguïté de la politique

étrangère helvétique, celui de l'adhésion de la Suisse au Plan Marshall et à l'OECE (OCDE dès 1960) s'avère particulièrement parlant. Décidé avec empressement par Petitpierre, il s'agissait d'un acte politique reliant clairement la Suisse aux puissances occidentales. Sauf que Petitpierre déclara ces accords comme «techniques» et en ce sens ne touchant en rien à la neutralité, contrairement aux engagements dits «politiques» – telle l'adhésion à l'ONU ou au Conseil de l'Europe. Relevons à ce propos que Jean Hotz représentait la Suisse au sein de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE, ancêtre de l'OCDE), un fait certes mentionné par son biographe, mais sans autre commentaire.

Un autre trait caractéristique de «l'ère Petitpierre» réside dans le double langage du ministre des affaires étrangères, fort bien mis en exergue par Trachsler. Tout en érigeant en public la neutralité comme un dogme absolu, Petitpierre exprime à plusieurs reprises, mais seulement dans l'intimité des cercles de son Département, de profonds doutes quant à la crédibilité et la validité de la neutralité suisse.

La fragilité de la doctrine de Petitpierre en matière de politique étrangère se manifeste clairement dans ses rapports avec le Département de l'économie publique et la DC, sur laquelle il ne parvient pas à prendre la moindre influence. Pire, Hans Schaffner – qui succède à Hotz en 1954 – s'oppose ouvertement à la politique de Petitpierre tout en revendiquant crûment la conduite des affaires européennes. (240)

La lecture conjuguée des biographies de Hotz et Petitpierre a pour avantage d'éclairer le fonctionnement combiné des deux lieux forts qui ordonnent, aujourd'hui encore, les relations extérieures de la Suisse. Nous trouvons d'un côté le Département politique, avec son concept de neutralité flou et malléable permettant à la Suisse de se soustraire aux responsa-

bilités internationales et de camoufler ses activités économiques et financières. Et de l'autre côté, la Division commerciale qui encadre la présence économique de la Suisse à l'étranger, afin d'optimiser les échanges commerciaux profitables. Sur le plan historiographique, les deux ouvrages ne sont pas de qualité égale. Car si le travail de Daniel Trachsler se distingue par sa clarté et l'utilisation judicieuse des sources et des recherches existantes, celui de René Bondt, faible du point de vue analytique, comporte en outre de nombreuses lacunes sur le plan des notes et des études ou ouvrages consultés.

Hans Ulrich Jost (Lausanne)

Thomas David **Nationalisme économique et industrialisation**

*L'expérience des pays de l'Est
(1789–1939)*

Droz, Genève 2009, 478 p., FS 51.25

Voilà un livre important. Par son sujet d'abord: l'histoire économique et sociale des Etats émergents d'Europe centrale et orientale. Par son objet, surtout: le nationalisme économique.

Dans la lignée des travaux de Paul Bairoch, Jean Batou et Jean-Charles Asselain, Thomas David livre une remarquable synthèse, fondée sur une bibliographie abondante, de l'évolution économique de plusieurs des jeunes Etats-Nation qui se constituent à la périphérie orientale de l'Europe, suite à la désagrégation des Empires: la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, mais aussi la Yougoslavie et la Finlande font ainsi l'objet d'une approche d'histoire comparée, appuyée sur un important travail de collecte et de construction de données statistiques.

Une problématique principale assure la cohérence de cet ensemble géogra-

phique de prime abord un peu disparate: dans quelles conditions spécifiques s'est effectué l'industrialisation retardée de ces économies périphériques et pourquoi le rattrapage sur les économies des pays du centre, en termes de niveau d'industrialisation, n'était-il toujours pas réalisé à la veille de la Seconde Guerre mondiale? A ces questions, que posait déjà Alexander Gerschenkron pour un groupe de pays différents au début des années 1960, Thomas David apporte deux types de réponses.

Le premier type de réponse résulte d'une rigoureuse enquête statistique établie à partir de nombreuses sources issues aussi bien de la SDN, du BIT que de l'Institut für Weltwirtschaft de Kiel. Ces données soulignent d'une part la nette accélération du rythme de la croissance industrielle entre 1924 et 1938 dans les pays d'Europe centrale et orientale. Mais le rattrapage, pour autant, ne suffit pas, d'autre part, à élever véritablement les niveaux d'industrialisation de ces pays dont le retard relatif sur les pays du centre persiste à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Le cœur de l'ouvrage consiste en une analyse fouillée des raisons de cet échec relatif, aussi bien du côté des facteurs de la demande, y compris à l'échelle internationale, que du côté de l'offre. Le contre-exemple du «miracle finnois durant l'entre-deux-guerres» met en évidence que la raison de l'échec relatif des Etats d'Europe centrale renvoie, en dernière analyse, à la faiblesse de la cohésion sociale de pays qui restent marqués par l'absence d'identification de la société civile à l'Etat. Cette idée rend bien compte des performances économiques limitées des Etats d'Europe centrale et balkanique dans l'entre-deux-guerres, mais elle éclaire aussi les évolutions les plus contemporaines de bien des pays de cette région, au premier rang desquels la Grèce.

Cette hypothèse est centrale (quelles que soient les réserves que l'on pourrait apporter au «miracle» finnois dont la réalité ne doit pas masquer le rôle économique décisif joué par la minorité suédoise, ni la dérive autoritaire et violemment anticommuniste du mouvement national). Elle amène au deuxième type de réponse proposé de manière novatrice par Thomas David: l'évolution des économies d'Europe centrale et orientale est inséparable des formes successives prises par le «nationalisme économique» au sein d'Etats-nations en formation.

Le concept de nationalisme économique fait aujourd'hui florès. Il semble, comme le relève l'auteur à plusieurs reprises, étroitement lié aux évolutions de la mondialisation, notamment depuis le tournant de la crise dite des crédits *subprime* en 2007. Le concept ne date pourtant pas d'hier. L'invention de «l'économie nationale», comme le rappelle judicieusement Thomas David, revient à l'économiste allemand Friedrich List. Son influence sur le processus de construction des économies nationales d'Europe centrale et orientale est considérable. C'est le sens de la périodisation proposée: à une phase initiale de «proto-nationalisme économique» (1789–1860) encore encadré dans le cadre des Empires multinationaux, succède une période de «nationalisme économique libéral» (1860–1914), contemporain de ce qu'il est convenu d'appeler depuis Suzanne Berger notre «première mondialisation». Cette période débouche, par delà les ruptures que l'on devine décisives de la Première Guerre mondiale mais qui ne sont malheureusement pas traitées en tant que telles ici, sur la phase du «nationalisme économique de l'entre deux guerres», inséparable de la crise économique internationale et de la montée en puissance du modèle fasciste et corporatiste.

Cette grille de lecture est très fertile. Elle prouve que le concept de nationalisme

économique a une portée plus grande que celle que veulent bien lui accorder, depuis l'origine, ses adversaires les plus résolus: les économistes marxistes ou libéraux. Ce n'est pas le moindre mérite de ce livre que d'avoir ainsi traité la réalité historique des «économies nationales» et du nationalisme économique et d'avoir démontré dans le champ de l'histoire, comme l'ont fait également de leur côté les sciences politiques, leur réelle valeur heuristique (au risque de brouiller le modèle et le dogme de la rationalité supposée des agents économiques).

Sans doute, l'ouvrage ne résout-il pas toutes les questions qu'il contribue à faire émerger. Deux questions majeures restent ainsi en suspens: le processus de «nationalisation» des économies, inséparable de l'industrialisation, n'est pas le propre des petites économies retardataires de la périphérie européenne. Il caractérise, à des degrés divers, toutes les économies du monde depuis la fin du 19e siècle au moins, notamment l'économie dominante dans la période, les Etats-Unis, où List a d'ailleurs vécu et beaucoup appris. Dans ces conditions quelle est la différence – de degré ou de nature – entre le nationalisme économique des «petits» et des «grands» pays? D'autre part, l'échec relatif des Etats d'Europe centrale, tout comme le «miracle finnois», pose le problème, parfaitement identifié par Thomas David, des relations qui s'établissent *entre* les économies nationales, à l'échelle précisément «internationale». De ce point de vue, il serait peut-être nécessaire de distinguer plus nettement la réalité de l'économie *internationale* – telle qu'elle se laisse bien saisir par exemple au début du 20e siècle de l'économie *globale* ou mondialisée dont on perçoit nettement l'évidence de nos jours mais dont la réalité s'enracine à coup sûr dans un temps plus long. Cette distinction pose sur de nouveaux frais la question posée à plusieurs reprises par ce

livre mais finalement laissée sans réponse de la nature des liens tissés depuis au moins la fin du 19e siècle entre la généralisation à l'échelle du monde du modèle de l'économie nationale et le processus historique spécifique qu'on appelle, faute de mieux, la mondialisation. Vaste question que soulève, comme toutes les thèses véritables, ce livre assurément important.

Olivier Feiertag (Rouen)

Markus T. Drack (Hg.)
Radio und Fernsehen in der Schweiz
 Geschichte der Schweizerischen
 Rundspruchgesellschaft SRG bis 1958

hier + jetzt, Baden 2000, 2 Bände, 248 S. + 140 S.,
 Fr. 68.– (vergriffen)

Theo Mäusli, Andreas Steigmeier
Radio und Fernsehen in der Schweiz
 Geschichte der Schweizerischen
 Radio- und Fernsehgesellschaft SRG
 1958–1983

hier + jetzt, Baden 2006, 424 S., Fr. 68.–

Theo Mäusli, Andreas Steigmeier,
 François Vallotton (Hg.)
Radio und Fernsehen in der Schweiz
 Geschichte der Schweizerischen
 Radio- und Fernsehgesellschaft SRG
 1983–2011

hier + jetzt, Baden 2012, 512 S., Fr. 68.–

Historische Publikationen zu audiovisuellen Medien sind rar. Umso mehr ins Gewicht fällt deshalb die «Geschichte der Schweizerischen Radio- und Fernsehgesellschaft», deren dritter Band 2012 erschienen ist. Er bildet den vorläufigen Abschluss einer 18 Jahre dauernden Forschungstätigkeit zum öffentlich-rechtlichen Rundfunk in der Schweiz. Insgesamt 21 Autorinnen und Autoren aus verschiedenen Fachgebieten und Sprachregionen schrieben die Artikel. Jede der

drei Publikationen wurde in einem separaten, von der SRG finanzierten, Projekt erarbeitet, bei voller wissenschaftlicher Unabhängigkeit, wie die Herausgeber betonen. Während der jahrelangen Arbeit konnte die schmale Quellenbasis durch gross angelegte Scanaktionen im Zentralarchiv der SRG in Bern massiv verbreitert werden.

Der erste Band erzählt chronologisch die Geschichte der SRG als Organisation bis zur definitiven Einführung des Fernsehens 1958. Auffallend ist die besondere Aufmerksamkeit für die Ansprüche an die SRG während der Geistigen Landesverteidigung und die originelle Geschichte des Radiohörens, die das Werk abschliesst. Der zweite Band konzentriert sich auf den Zeitraum von 1958 bis zur Einführung des dualen Rundfunksystems 1983. Der rasanten Aufbauphase der 1960er-Jahre folgte eine Periode der Stagnation und Neuorientierung, die Anfang der 1980er-Jahre in eine weitere Phase der Zuversicht und des Programmwachstums überging. Die Projektleitung des zweiten Bandes entschied sich für eine thematische Gliederung, die zusätzlich zur Institutionengeschichte auch Aspekte der Technik- und der im ersten Teil schmerzlich vermissten Programmgeschichte aufnahm. Das gleiche Arbeitsprinzip wurde auch beim dritten Band angewandt. Die Periode seit Mitte der 1980er-Jahre steht ganz im Zeichen von internationalen und nationalen Marktöffnungen, die der breiten Durchsetzung des neoliberalen Dogmas folgten und zu einem enormen Wachstum der Angebotsvielfalt und der Verbreitungskanäle führten. Während der erste Band in einer deutschen und einer französischen Version erschien, brachten die Herausgeber des zweiten und dritten Bandes alle Aufsätze in Originalsprache heraus, ergänzt durch dreisprachige Zusammenfassungen jedes Textes.

Die vorliegenden SRG-Historien zeigen die Möglichkeiten auf, die Ra-

dio- und Fernsehgeschichte mit ihren vielfältigen gesellschaftlichen, politischen, technischen, wissenschaftlichen und kulturellen Verflechtungen für die Zeitgeschichte bietet. In diesem Sinn ist auch die Hoffnung der Herausgeber zu verstehen, mit ihrem Zugang den Einstieg in eine Art *Histoire totale* der Schweiz zu offerieren.

Ein zusammenfassender Überblick über die drei Bände legt verschiedene Konfliktzonen frei, an denen der Wandel der audiovisuellen Landschaft sichtbar wird.

Da sind zuerst die politischen Rahmenbedingungen zu nennen. Nach der SRG-Gründung 1931 formulierten die Bundesbehörden in Konzessionsreglementen Pflichten und Rechte der öffentlich-rechtlichen Organisation. Erst 1984 folgte ein Verfassungsartikel und 1992 das erste Radio- und Fernsehgesetz. Den Regelanpassungen ging jeweils intensives politisches Ringen um Kompetenzen, um Einführung neuer Medienarten oder um die Zulassung von neuen Mitspielern voraus.

Zweitens war die SRG als *service public*-Organisation mit vielseitigen Ansprüchen konfrontiert. Die einzelnen Sprachregionen stritten um die Aufteilung der Konzessionsgelder, Kantone um Einfluss bei der Vergabe von Studios. Ein Dauerbrenner war der «Orchesterkrieg», bei dem es um die verschiedenen Radioorchester, ihre Standorte, ihre Grösse und ihre Finanzierung ging.

Während Jahren hatte die SRG mit den erfolgreich lobbyierenden Presseverbänden zu kämpfen, die den Spielraum von Radio und Fernsehen in den Bereichen Aktualitäten und Werbung einzuschränken vermochten. So mussten die Nachrichten bis 1971 bei der Schweizerischen Depeschagentur bezogen werden und Fernsehreklame durfte erst 1965 in die Schweizer Stuben flimmern.

Auch die Musik- und die Filmbranche rieben sich an der SRG. Einerseits sollte

sie die Rechte für fremde Sendebeträge fair abgelten, andererseits aber auch möglichst grosszügig das heimische Kulturschaffen fördern, ohne zu viel Einfluss auf die Produktionsbedingungen zu nehmen.

In den 1970er-Jahren wurde die SRG zur Zielscheibe politischer Gruppierungen von rechts, die eine sozialistische Unterwanderung von Radio und Fernsehen vermuteten, aber auch von links, die vor allem dem Fernsehen mutlose Gesellschaftserhaltung vorwarfen und mit Piratenradios das SRG-Monopol unterwanderten.

Drittens gab es innerhalb der SRG Auseinandersetzungen um Kompetenzaufteilungen zwischen den regionalen Vertretungen, den einzelnen Studios und der Zentrale in Bern. Zahlreiche Strukturformen zeugen von Neudefinitionen des eigenen Wirkungsfeldes, die Voraussetzung waren für die Umwandlung der Rundfunk-Anstalt in ein modernes Multimedia-Unternehmen.

Viertens waren auch die Diskussionen um Beschaffung, Betrieb und Durchsetzung von neuen Technologien konfliktbeladen. Bei der SRG-Gründung übertrug der Bund die gesamte Technikkompetenz der PTT, die dafür einen Teil der Konzessionsgelder erhielt. Was zu Beginn wegen des hohen Investitionsbedarfs und der Knowhow-Verteilung Sinn machte, verlor mit zunehmender Komplexität und der Forderung nach flexiblerer Anpassung an Publikumsbedürfnisse seinen Sinn. Unstimmigkeiten über Einführungszeitpunkte von neuen Technologien waren die Folge.

Der letzte Zankapfel betrifft Veränderungen des Radio- und Fernsehprogramms in ihren sprachregional unterschiedlichen Ausprägungen. Bis Mitte der 1960er-Jahre meinten die SRG-Programmplaner selber am besten zu wissen, was sie ihrem Publikum vorsetzen sollten. Die Umorientierung auf eine stärkere Berücksichtigung der Nachfrageseite erfolgte nach 1965 mit der Einführung

des Werbefernsehens, was eine möglichst exakte Messung der Publikumsbedürfnisse erforderte. Gleichzeitig wurde das Radio immer mehr zu einem Begleitmedium, das den ganzen Tag im Hintergrund lief. Ein wichtiger Faktor bei den Diskussionen um die Programmgestaltung und -entwicklung war die Konkurrenz der sich vermehrenden gleichsprachigen ausländischen Sender und ab 1983 der inländischen Privatradios. Wie sollten die SRG-Radios und Fernsehen auf neue Programmformen reagieren, ohne den gesetzlichen Bildungs- und Kulturauftrag zu gefährden? SRG-eigene Konfrontationssendungen oder Tests mit Reality-TV-Programmen kontrastierten mit den Bemühungen um neue Formen von Kulturvermittlung oder mit Programmen, die das Verständnis zwischen den Schweizer Sprachregionen verbessern sollten.

Die Herausgeber des zweiten und des dritten Bandes haben gut daran getan, die Inhalte thematisch gegliedert erarbeiten zu lassen. Trotz unvermeidlicher Redundanzen ermöglicht dieses Verfahren, Veränderungsprozesse anhand von einzelnen Aspekten der audiovisuellen Mediengeschichte vertieft zu analysieren. Wünschbar wären allerdings stärkere theoretische Vorgaben gewesen, an denen sich alle Artikel eines Bandes hätten orientieren müssen.

Die Texte der drei Bände sind dort am reichhaltigsten, wo sie Wandel als diskontinuierlichen Prozess beschreiben. Besonders gelungen sind in dieser Beziehung die technikhistorischen Artikel. Sie zeigen kenntnisreich auf, dass die Einführung neuer Technologien nicht von deren Erfindung bestimmt wird, sondern von komplexen Aushandlungsprozessen der involvierten Akteure und Institutionen abhängt, und dass ihre Durchsetzung zuverlässige Normen und ein attraktives Angebot voraussetzen.

Was die Themenverteilung angeht, kann man sich fragen, ob die Inhalte der

«Kultur»-Artikel nicht in anderen Kapiteln besser aufgehoben gewesen wären. Nicht weil es sich um ein unwichtiges Thema handelt, sondern weil die Texte mit den vielen Definitionen des Begriffs «Kultur» ringen. Einerseits behandeln sie den schwammigen *service public*-Auftrag an die Sendeanstalten, der schweizerischen Kultur – verstanden als Eigenart – Rechnung zu tragen. Dazu würde aber auch der Bildungsauftrag gehören, der nur am Rande angesprochen wird. Andererseits geht es darin um die programmgeschichtlichen Aspekte von vermittelnden Kultursendungen und um eigentliche Kulturprodukte wie Filme, Opern oder Konzerte. Unklar ist zudem, weshalb im dritten Band auch Sitcoms und Soaps als «Kultur» behandelt werden.

Ein Problem mit Begrifflichkeiten zeigt sich bei der Definition von Programmsparten, deren Analyse im zweiten und dritten Band je ein ganzes Kapitel einnimmt. Zwar wird im dritten Band mit den gleichen Bezeichnungen wie im zweiten gearbeitet, die Erläuterungen dazu fehlen dort aber. Wer also den zweiten Band nicht zur Hand hat, wird Mühe haben, den genauen Unterschied zwischen den Sparten «Information» und «Aktualität» herauszufinden. Auch werden diese Begriffe in anderen Artikeln nicht auf die gleiche Art und Weise verwendet.

Die Herausgeber haben viel Aufwand betrieben, die Texte mit geeigneten Bildern zu illustrieren. Hervorzuheben gilt es den separaten Bildteil zum ersten Band der SRG-Geschichte, der auch als eigenständige Bildgeschichte des Schweizer Radios angeschaut werden kann.

Eine editorische Besonderheit bietet der dritte Band. Die Herausgeber stellen eine umfangreiche Sammlung von Quellen in Form von Texten, Bildern aber auch von Tönen und Videos online zur Verfügung. Mutig ist der entsprechende Hinweis in der gedruckten Buchfassung, der auf die Website www.storiassr.ch und die App

verweist, die in iTunes gratis beschafft werden kann. Angesichts der Kurzlebigkeit von digitalen Daten im Internet kann man nur hoffen, dass die angegebenen Links einige Zeit gültig bleiben.

So dankbar die neuen digitalen Möglichkeiten angenommen werden, so wecken sie bereits Begehrlichkeiten nach mehr, etwa nach direkter Verknüpfung der Fussnoten mit dem Literaturverzeichnis. Für die weitere Analyse der Quellenbeispiele im Sinn einer (*audio*-)visual history wären zudem umfassendere Bestandsbeschreibungen wünschbar.

Die drei Teile der SRG-Geschichte bilden eine wertvolle und unabdingbare Grundlage für jede weitere audiovisuelle Mediengeschichte der Schweiz. Trotz ihrer Breite bleiben einige Lücken, die vor allem durch Einbezug neuer Quellen gefüllt werden können. Zu nennen ist hier die Programmgeschichte, wo Angaben zur Frühzeit fehlen, und weitere Analysen zu Programminhalten, in der Art wie sie im letzten Kapitel des dritten Bandes vorbildhaft gezeigt werden. Ausserdem gilt es den Forschungshorizont auf die Nicht-SRG-Radios- und Fernsehen zu erweitern, damit die im Titel aller drei Bänder genannte Geschichte von «Radio und Fernsehen in der Schweiz» verwirklicht werden kann.

Felix Rauh (Wetzikon)

Yvonne Zimmermann (éd.)
Schaufenster Schweiz
 Dokumentarische Gebrauchsfilme
 1896–1964
 Avec des contributions de Anita
 Gertiser, Pierre-Emmanuel-Jaques
 et Yvonne Zimmermann

Limmat, Zurich 2011, 581 p., FS 68.–

C'est à un véritable travail de réhabilitation historiographique que se livrent les auteurs de cette volumineuse publication qui fera

date. «Vitrine Suisse» couvre près de trois-quarts de siècle d'un «genre», les «films utilitaires documentaires», longtemps négligé (voire méprisé) par l'historiographie du cinéma. Et ce alors même qu'il a joué, jusque dans les années 1960, un rôle déterminant dans la construction de l'image de la Suisse et qu'il domine quantitativement de loin la production filmique nationale.

De fait, avant l'aide fédérale au cinéma (1963), on ne produisait en Suisse en général pas plus de 10 longs-métrages de cinéma par an, contre des dizaines de films utilitaires. L'hypothèse des auteurs est sans doute exacte: c'est pour légitimer ce jeune média que l'historiographie s'est cantonnée aux longs-métrages de fiction (notamment Dumont, *Histoire du cinéma suisse: films de fiction 1896–1965*, 1987). Une tendance encore renforcée par la montée du «Nouveau cinéma suisse», ce cinéma d'auteur qui pouvait et devait compter sur des critiques-historiens pour s'imposer (Buache, *Le Cinéma suisse*, 1974 et Schaub, *Die eigenen Angelegenheiten*, 1983). Ces dernières années, la recherche sur le cinéma en Suisse s'est renouvelée (voir les deux ouvrages presque simultanés: Tortajada et Albera, *Cinéma suisse, nouvelles approches*, 2000, et Hediger et al., *Home Stories. Neue Studien zu Film und Kino in der Schweiz*, 2001). Récemment, un ouvrage du soussigné sur la genèse et redéfinition de la politique du cinéma en Suisse a élargi la focale en montrant comment le cinéma de fiction des auteurs s'est imposé, vers 1970, après d'âpres combats face à d'autres prétendants – dont le *Kultur- und Dokumentarfilm* – comme interlocuteur privilégié de l'Etat (Moeschler, *Cinéma suisse. Une politique culturelle en action*, 2011). Mais aucun ouvrage n'avait abordé ce pan important de la production de manière à la fois aussi approfondie et couvrante.

Issu d'un projet FNS, le livre s'inscrit dans ce renouveau, et dans l'intérêt

grandissant pour les formes filmiques éphémères et les *orphan films*. Comme l'explique Yvonne Zimmermann dans son introduction et sa synthèse très prégnants – à cheval entre histoire et sociologie –, l'histoire du film documentaire en Suisse n'avait pas été écrite à ce jour. Parce qu'ils sont nés d'une commande et qu'ils ont une finalité première autre qu'artistique – informative, pédagogique, publicitaire ou économique, touristique, religieuse, voire politique –, les *Gebrauchsfilme* («films utilitaires») sont fortement marqués par leurs contextes de production, distribution et monstration, reconstitués ici avec minutie: ils représentent un «genre pragmatique» au «caractère situatif» (37 et 72). Internationaux, leurs circuits de distribution étaient en partie parallèles (d'une simple salle communale aux expositions nationales de 1896 avec les premières «vues» de la Suisse, puis 1914, 1939 et 1964) mais aussi, jusque dans les années 1960, identiques à ceux des fictions, comme *Beiprogramm* ou compléments projetés dans les salles. Plus classique dans son découpage chronologique, un autre texte synthétique retrace les grandes étapes de l'histoire du film documentaire en Suisse (P.-E. Jaques, Y. Zimmermann), suivi d'un état de la question (Y. Zimmermann, P.-E. Jaques). Les autres parties du livre explorent en détail les films touristiques et de voyage (P.-E. Jaques), les films industriels (Y. Zimmermann) et les films pédagogiques et scolaires (A. Gertiser). Les trois auteurs sont des spécialistes reconnus des Universités de Zurich et de Lausanne.

Les fonds utilisés, souvent négligés ou inconnus, ont été localisés dans d'innombrables institutions, par définition très variées: la Cinémathèque suisse bien sûr, ainsi que la Bibliothèque nationale, les Archives fédérales ou encore le Lichtspiel à Berne, le Schweizerisches Sozialarchiv à Zurich, des archives cantonales, communales ou privées, des centres de documen-

tation d'entreprises de la branche (notamment Condor Film et Praesens Film) ou, bien sûr aussi, hors cinéma (ABB, Knorr, Nestlé, Sulzer et bien d'autres), des associations (par exemple celle des producteurs suisses de lait), fondations (pour le film pédagogique et scolaire, et cetera), musées (celui de la communication à Berne, ou de la photo à Winterthur), sans oublier la télévision suisse. Des institutions à Paris, Berlin, Francfort et Amsterdam ont été consultées. Les auteurs relèvent également la collaboration fertile avec Memoriav, association suisse dédiée à la sauvegarde de l'héritage audiovisuel en Suisse. Plus de 1200 films, en général courts ou moyens, parfois des «fragments d'événements de projection éphémères», (81) ont ainsi été identifiés, analysés et remis dans leur contexte, dans une véritable «cartographie» (23) de ce qui était jusqu'ici largement une *terra incognita*.

Au chapitre des apports plus spécifiques de cette précieuse somme, outre une iconographie riche et variée (pictogrammes de films, mais aussi affiches et annonces, brochures de présentation, photos de salles, et cetera), signalons surtout ce «changement de perspective» (38) très salutaire et stimulant, qui oblige à adopter une vision ternaire. A l'opposition classique mais caricaturale entre cinémas d'auteur et commercial s'ajoute un troisième pôle, celui du cinéma documentaire utilitaire et de commande, ni art ni marchandise. L'ouvrage nous fait aussi découvrir une politique du cinéma de la Confédération souterraine, dispersée et largement ignorée, via ses Départements, offices et autres instances (PTT, CFF, ONST, OSEC ou encore l'armée). Seul éventuel bémol: écrit en allemand mais citant ses sources dans leur langue d'origine, cet ouvrage dense et toujours agréable à lire peut s'avérer exigeant pour ses lecteurs. Un appareil de notes fouillé, une liste des abréviations (bilingue), un tableau

des années, l'indication des sources et une bibliographie très étendue, différents indexes, enfin une filmographie technique complètent très utilement cet ouvrage qui est, d'ores et déjà, une référence en la matière en Suisse.

Olivier Moeschler (Lausanne)

Martin Lengwiler
Praxisbuch Geschichte
 Einführung
 in die historischen Methoden

Orell Füssli, Zürich 2011, 296 S., € 19,90

Die Literaturlandschaft ist so dicht besiedelt mit Büchern zur Theorie der Geschichtswissenschaft und zu Klassikern der Historiografie, dass man sich fragen darf: Ist da noch Platz für ein «Praxisbuch Geschichte»? Ja, sagt Martin Lengwiler, und führt in seiner Einleitung sogleich die Gründe aus. So konstatiert er, viele Einführungs- und Grundlagenwerke würden den Gebrauch historischer Methoden «oft gar nicht oder nur marginal» (9) behandeln. Dass Historiker und Historikerinnen sich wenig mit ihren eigenen Arbeits- und Forschungstechniken beschäftigen, sei ein hausgemachtes Strukturproblem des Faches: Seit dem 19. Jahrhundert delegiere die Geschichtswissenschaft methodische Reflexionen und Debatten an die Hilfswissenschaften wie Paläografie oder Numismatik. Da diese aber «bis heute» keine zentrale Rolle spielen, sei die Methodenlehre noch immer ein «Randthema». (12) Daran hätte auch die sich in jüngster Zeit abzeichnende Renaissance hilfswissenschaftlicher Fragestellung unter dem «Dach der Mediengeschichte» (11) wenig geändert.

Lengwiler sieht hier zu Recht Nachholbedarf, wie ein Blick in die einschlägige Literatur zeigt. Tatsächlich besprechen viele Werke, so zum Beispiel Vol-

ker Sellins mehrmals aufgelegter und erweiterter Klassiker *Einführung in die Geschichtswissenschaft*, methodische Fragen nicht anwendungsorientiert (Volker Sellin, *Einführung in die Geschichtswissenschaft*, 2. Aufl., erweiterte Neuausgabe, Göttingen 2008). Das Praxisbuch tut dies, indem es sowohl genuin historische wie neuere Methoden von sozial- und kulturwissenschaftlichen Nachbardisziplinen diskutiert, die heute in der Geschichtswissenschaft angewendet werden.

Das Praxisbuch richtet sich «primär an Bachelor-Studierende». (14) Der Aufbau der knapp 300 Seiten umfassenden Monografie orientiert sich dabei an einem idealisierten Forschungsprozess, den Lengwiler in drei aufeinander folgende Phasen teilt: Auf die «Konzeptphase», in der verschiedene Suchstrategien im Archiv vorgestellt werden, folgen die «Recherchen und Analyse» der Quellen. Hier werden methodische Ansätze der Quelleninterpretation, mit denen es das ausgewählte Material wahlweise zu untersuchen gilt, vorgestellt und problematisiert, so die klassische Quellenkritik, Bildanalyse oder historische Komparatistik. Den Schluss macht das Kapitel «Schreiben und Präsentation», das diverse Schreibtechniken und Qualitätsanforderungen für wissenschaftliche Publikationen bespricht und wertvolle Tipps für mündliche Präsentationen gibt.

Da und dort sind fundierte Überlegungen über das «Verhältnis von Methoden und Theorien» (19–21), induktives und deduktives Schliessen oder statistische Verfahren eingestreut, die einen groben Überblick über wissenschaftstheoretische Grundsatzdebatten geben, ohne dabei abstrakt zu wirken. Viele praxisnahe Beispiele und Abbildungen illustrieren die kurzweiligen Ausführungen, während die Marginalien es den fortgeschrittenen Studierenden ermöglichen, einzelne Absätze zu überspringen. Für Interessierte

stehen nach jedem Kapitel weiterführende, kommentierte Literaturhinweise zur Verfügung. Das Buch schliesst mit einem umfangreichen Anhang (Literaturverzeichnis und Schlagwortregister) und einem kurzen Glossar.

Es ist ein didaktisch kluger und leserfreundlicher Entscheid, das Praxisbuch am Forschungsprozess auszurichten. Lengwiler begleitet damit die Studierenden sozusagen vom Archiv an den Schreibtisch und vermittelt ihnen etappenweise die nötige methodische Sicherheit, die einzelnen Arbeitsschritte einer historischen Untersuchung souverän zu meistern. Besonders begrüssenswert ist, dass er den Forschungsprozess im 21. Jahrhundert ablaufen lässt, so dass digitale Tools wie Online-Bibliothekskataloge, Datenbanken oder Fachportale die ihnen gebührende Aufmerksamkeit erhalten. (Kap. 10, 51–53) Auch macht er die Studierenden mit disziplinären Abläufen und Verfahren (zum Beispiel *peer review*) innerhalb der *scientific community* vertraut, welche wichtige Einblicke in den Forschungsbetrieb geben.

Das Praxisbuch hebt sich gegenüber anderen Einführungs- und Grundlagenwerken, welche sich mit historischen Methoden auseinandersetzen, durch die vielen praktischen Hinweise ab, die in jedem Kapitel zu finden sind. Ob bei der Suche nach passenden Archivquellen, der Durchführung von Interviews mithilfe der Oral-History-Methode oder bei der scheinbar banalen Frage, ob Ich-Formulierungen in wissenschaftlichen Arbeiten anmassend sind: Das Praxisbuch ist gerade für das Geschichtsstudium sehr nützlich und wird damit seinem Namen vollauf gerecht.

Zu kritisieren ist, dass die historische Kontextualisierung der jeweiligen Arbeits- und Forschungstechniken stellenweise zu ausführlich ausfällt. Zwar ist es durchaus angebracht, bei der Einschätzung des analytischen Potenzials eines methodischen

Zugangs auf die meist unter erkenntnistheoretischem Vorzeichen geführte Fachdiskussion zu verweisen, doch kann eine solche Vorgehensweise zu redundanten Ergebnissen führen. So sind die Ausführungen zur Geschichte der Quellenkritik (76–90) für Studierende weit weniger hilfreich als die kurze, dafür pointierte «Quellenkritik in Einzelschritten» (96–100). Auch die durchaus spannende «Geschichte des modernen Archivs» (33–39) dürfte für Studierende weniger von Interesse sein als der Abschnitt über «Praktische Hinweise für die Archivalsuche». (45–51) Darüber hinaus muss bemängelt werden, dass das Praxisbuch seine Vorbildfunktion als Lehr-

buch nicht immer wahrnimmt. So ist etwa zu bedauern, dass die Literaturhinweise am Ende der Kapitel nicht alphabetisch sortiert sind.

Insgesamt ist das Praxisbuch gut leserlich, informativ und vor allem nützlich, weshalb es Studierenden zur Lektüre zu empfehlen ist. Wer im Geschichtsstudium eine wissenschaftliche Arbeit verfasst, findet darin eine praxisorientierte Anleitung zum historischen Forschen, die unterschiedliche methodische Wege vorstellt, sich der Vergangenheit anzunähern.

Matthias Ruoss (Bern)